

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 28/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SYNDICAT MIXTE POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE LA ZONE SOUS VOSGIENNE**

14 rue de l'École Maternelle  
90170 Étueffont

Références : UID257090/SPR/JJP/ST 2024 – 0604B  
Code AIOT : 0012800474

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement SYNDICAT MIXTE POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE LA ZONE SOUS VOSGIENNE implanté 40 B AV JEAN MOULIN 90110 ROUGEMONT-LE-CHATEAU. L'inspection a été annoncée le 06/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait suite à une demande de l'exploitant qui souhaite engager les démarches de fin de suivi de période de post-exploitation de l'ISDND. Dans ce cadre, une revue exhaustive des moyens en place ainsi que des suivis de l'installation a été réalisé permettant ainsi de préparer au mieux la demande de fin de période de post-exploitation des casiers en question.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYNDICAT MIXTE POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE LA ZONE SOUS VOSGIENNE
- 40 B AV JEAN MOULIN 90110 ROUGEMONT-LE-CHATEAU
- Code AIOT : 0012800474

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) en question dont le mode d'exploitation à associé des prétraitements mécanique et biologique (broyage et maturation aérobie) a été en exploitation de 1976 à 2002. Sa superficie est de 3 ha.

L'aire de stockage est divisée en deux casiers totalisant un volume global de 350 000 m<sup>3</sup> de déchets :

- le premier, nommé « ancienne décharge » (AD), est un casier à ciel ouvert, non étanche (sur le fond et les flancs) durant sa phase d'exploitation de 1976 à 1999,
- le second, dit « nouveau casier » (NC) est un casier étanche, hydrauliquement indépendant de l'AD, exploité de 1999 à 2002.

Compte tenu de l'ancienneté des déchets de la décharge d'Étueffont, une couverture multicouche terreuse a été privilégiée, contrairement aux sites à fort potentiel polluant qui requièrent une couverture imperméable

Les dispositifs d'étanchéité mis en œuvre pour chaque casier diffèrent mais visent, tous deux, à éviter le transfert de lixiviats chargés en polluants vers le milieu environnant (sol, eaux souterraines et eaux de surface).

Elle a accueilli des déchets composés d'ordures ménagères broyées et d'encombrants.

Durant la période d'activité, un tonnage d'environ 300 000 tonnes a été réceptionné sur site (gisement de population de 66 communes (45 000 habitants) sur trois départements).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Odeur
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sont assujetties à un suivi après l'arrêt de l'activité d'exploitation, pour une durée minimum de trente ans.

Le suivi post-exploitation du site est réalisé de manière rigoureuse ; l'ensemble des rapports et résultats sont transmis au service de l'inspection en temps voulu.

La volonté de l'exploitant de faire acter la fin de suivi post-exploitation est louable. Cette dernière doit être documentée d'un mémoire technique démontrant notamment :

- le bon état du réaménagement final (intégrité de la couverture, drainage des eaux, gestion des lixiviats, du biogaz, etc) ;
- l'absence d'impact sur l'air, sur les eaux souterraines et superficielles ;
- le bon état des lieux ainsi que des équipements existants (détaillant également les équipements qu'il souhaite démanteler et les dispositifs de gestion passive des effluents mis en place).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi structurel du site	AP Complémentaire du 11/05/2016, article 2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suivi de la qualité des eaux souterraines	AP Complémentaire du 11/05/2016, article 3	Sans objet
3	Suivi du système de gestion des lixiviats	AP Complémentaire du 11/05/2016, article 4	Sans objet
4	Suivi de la qualité des eaux	AP Complémentaire du 11/05/2016, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	superficielles		
5	Fin de la période de post-exploitation	AP Complémentaire du 11/05/2016, article 7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la lecture des constats, des travaux sont à engager (entretien, nettoyage, curage, évacuation de végétation arborée, etc) pour maintenir un bon niveau d'entretien de la plate-forme ainsi que des annexes techniques gérant les effluents aqueux notamment.

L'inspection prend note du problème de personnel au sein de la collectivité qui l'a obligé à prioriser d'autres travaux en lieu et place de l'entretien « courant » de la plate-forme.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suivi structurel du site

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/05/2016, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Programme de contrôle et de maintenance préventive des équipements/ouvrages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des équipements, des ouvrages et des lagunes.</p> <p>Ce suivi comprendra à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la surveillance générale du site et en particulier un contrôle de l'état des clôtures périphériques et des voies d'accès,</li> <li>– la surveillance de la bonne tenue des merlons de soutien périphériques et du bon fonctionnement des fossés et bassins de gestion des eaux pluviales,</li> <li>– le contrôle visuel et du bon fonctionnement hydraulique des lagunes et des ouvrages d'évacuation du réseau de drainage,</li> <li>– le contrôle visuel des piézomètres PZ4, PZ50 (→PZ500), PZ8. PZ30 et PZ90, des six piézogaz et de leurs événements,</li> <li>– le suivi de l'état de la végétalisation du massif de déchet et de l'état d'enfrichement général du site;</li> <li>– un relevé des espèces invasives présentes au niveau du massif de déchets ainsi qu'au niveau des lagunes sera effectué annuellement afin d'en suivre l'évolution.</li> <li>– l'exploitant met en œuvre un plan d'actions pour lutter contre la progression de l'espèce « Renouée du Japon ».</li> </ul> <p>Des opérations de curage seront réalisées aussi souvent que nécessaire sur l'installation de lagunage afin qu'elle puisse continuer à assurer un rendement épuratoire performant.</p> <p>Toutes les précautions seront prises pour que ces opérations ne nuisent pas au bon fonctionnement des lagunes et pour éviter l'entraînement de boues vers les eaux superficielles. La qualité des boues issues du curage devra être caractérisée au préalable, avant leur élimination en filière adaptée.</p> <p>Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai de deux mois.</p>

## Constats :

Le suivi structurel de l'ensemble des paramètres détaillés est réalisé deux fois par an et consigné dans un rapport manuscrit ; notamment en mars 2023 et décembre 2023.

Des points détaillés dans les rapports de suivi ont fait l'objet de travaux et ont été relevés comme conforme le jour de l'inspection à la vue des remarques réalisées :

### → Une dégradation de clôture mise en évidence en mars 2023 :

L'ensemble des clôtures est en bon état, ainsi que les portails associés le jour de la visite.

### → Les merlons paraissent pour leur partie (en surface) accessible à l'œil en état.

Certaines parties sont envahies par la flore locale (ronciers, genets, etc). Cela fait notamment suite à un essai (concluant) permettant de concurrencer certaine plante invasive.

### → Le suivi de l'état de la végétalisation du massif de déchet et de l'état d'enfrichement général du site :

Il est à noter que dans le cadre de la lutte contre les plantes invasives/envahissantes, les actions menées sont efficaces (fauches sélectives régulières et éco-pâturage, préférence à concurrence entre espèce local ronciers, etc), et doivent être maintenues (sous réserve de la réalisation du nettoyage des accès aux différents ouvrages détaillé ci-dessous)

## Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A contrario, plusieurs points sont à prendre en considération (relevés pour certains dans les rapports de suivi 2023) et doivent en l'occurrence être levés. Les justificatifs de réalisation seront transmis aux services de l'inspection ; à savoir :

→ Surveiller la taille des arbres sur les différents merlons ainsi que des arbres et arbustes sur le haut du massif de déchets (attention à sa stabilité). Ils permettent néanmoins la stabilisation des merlons, mais leur développement est à limiter.

**=> Des abattages doivent être envisagés dès maintenant sur les sujets les plus hauts.**

→ Le contrôle visuel et du bon fonctionnement hydraulique des lagunes et des ouvrages d'évacuation :

- Lagune 4 :

La sortie de la lagune 4 est obstruée par des tiges, avec un risque de débordement puisque le trop-plein est également partiellement obstrué

**=> Un faucardage est à prévoir au-dessous du tuyau de sortie.**

- Bassins de gestion des ruissellements :

• Des saules ont repris dans les bassins amont et aval (pas sur le bassin central). • Une véritable saulaie est établie dans le bassin amont, sans que cela n'altère le fonctionnement hydraulique. • Sur le bassin aval, l'enfrichement des berges et abords en plus de quelques arbres empêchent tout accès aux ouvrages d'entrée et sortie.

**=> Un défrichage des abords est à réaliser.**

- Surveillance des fossés :

Le fossé latéral aux lagunes est à curer. Un nettoyage de la végétation est également à prévoir.

La surveillance du fossé arrière localisé au nord-est du site, au niveau de l'accès à la déchetterie est satisfaisant (Il est à noter que des curages réguliers sont réalisés par l'exploitant voisin pour évacuer l'accumulation dû aux flux de matières en suspension).

**=> Réaliser les curages nécessaires, ainsi que l'évacuation de végétation.**

<p>- Le contrôle visuel des piézomètres PZ4, PZ50 (→PZ500), PZ8, PZ30, PZ90, des six piézogaz et de leurs événements :</p> <p><b>=&gt; L'ensemble des accès à chaque piézomètre, ainsi que le regard d'accès aux rejets de lixiviats bruts sont à nettoyer (roncier, etc) car difficiles d'accès. Un contrôle de l'accès aux piézais sera réalisé à cette occasion. Les ouvrages de prélèvements situés en zone de ronciers doivent être régulièrement dégagés pour faciliter les campagnes de suivi et la surveillance du site en général.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Suivi de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/05/2016, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, réseau et paramètres de surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen d'un réseau de 5 piézomètres implantés en périphérie de l'installation.</p> <p>Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :</p> <p>"</p> <p>...</p> <p>"</p> <p>L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, à fréquence semestrielle, une analyse sur les paramètres ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH, potentiel d'oxydo-réduction, conductivité,</li> <li>- métaux : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, I-Ig, Fe, Al, As</li> <li>- azote total (NT), sulfates (SCE), phosphates (POE)</li> <li>- DCO, CDT, DB05, MES</li> <li>- ion chlorure (CL-)</li> <li>- phénols</li> </ul> <p>Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement.</p> <p>Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement.</p> <p>L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.</p> <p>"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>PZ 50 → A noter, le PZ50 a été déplacé et remplacé par le PZ 500 (une information de l'inspection des installations classées a été réalisée en date du 21 mars 2022).</p> <p>Effectivement le PZ50 était clairement identifié comme étant sous influence (écoulements liés à des eaux surfaciques drainées sur la route revêtue en amont hydraulique du piézomètre), le déplacement a été réalisé sur une zone plus pertinente et fiable concernant le suivi.</p> <p>Les analyses concernant les paramètres détaillés sont réalisées semestriellement et sont consignés dans un rapport transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les niveaux (exprimés en mètres NGF) ainsi qu'une carte isopèze sont joints au rapport.</p>

A noter que la carte à date est très similaire à la précédente en mars 2023, avec des cotes des niveaux piézométriques très proches (sans différence entre hautes et basses eaux).

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Suivi du système de gestion des lixiviats

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 11/05/2016, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, réseau et paramètres de surveillance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise, selon une fréquence semestrielle, une mesure des paramètres listés à l'article 3.2, aux points de prélèvements situés :

- à l'entrée des lagunes (lixiviats bruts),
- en sortie de lagune 4.

**Constats :**

À ce jour, la surveillance se fait à deux endroits :

- entrée des lagunes (lixiviats bruts, « L1 amont » ; au niveau du rejet des lixiviats dans la première lagune) ;
- rejet dans le ruisseau des Gros Prés après traitement, en sortie de lagune 4 (« L4 aval »).

**=> L'ensemble des paramètres sont bien repris dans les analyses réalisées sur les échantillons prélevés.**

A l'analyse des résultats, le système de traitement des lixiviats ne laisse pas transparaître de dégradation des paramètres suivis.

Sur certains paramètres les abattements et teneurs ont tendance à osciller d'une saison à une autre.

Cela se stabilise toujours au global. Durant la campagne de décembre, les lixiviats bruts présentent des concentrations systématiquement plus élevées.

**=> Pas de tendance à une quelconque dégradation du système de traitement.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Suivi de la qualité des eaux superficielles

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 11/05/2016, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, réseau et paramètres de surveillance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure par une mesure semestrielle des paramètres listés à l'article 3.2 le suivi de la qualité des eaux superficielles en trois points de prélèvements du ruisseau des Gros Prés :

- eau issue du sous-casier (source du ruisseau) ;
- en amont de la confluence avec le ruisseau du Mont Bonnet ;
- en aval de la confluence des deux ruisseaux.

**Constats :**

**À ce jour, la surveillance concerne le ruisseau Gros Prés :**

Elle se fait au niveau de 3 points de surveillance :

<ul style="list-style-type: none"> <li>• sortie du réseau sous-casier (source originelle du ruisseau Gros Prés) (« SC ») ;</li> <li>• ruisseau du Gros pré en amont de la confluence avec le ruisseau du Mont Bonnet (« GP amont ») ;</li> <li>• en aval de la confluence des 2 ruisseaux (ruisseau du Mont Bonnet) (« MB aval »).</li> </ul> <p>L'ensemble des paramètres sont bien repris dans les analyses réalisées sur les échantillons prélevés.</p> <p><b>=&gt; Les eaux du ruisseau du Gros Prés ont une signature chimique très voisine de celles du Mont Bonnet venant d'un bassin versant voisin.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Fin de la période de post-exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/05/2016, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, réseau et paramètres de surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le suivi post-exploitation a débuté au 31 décembre 2001.</p> <p>Pendant une période de deux années à compter de la notification du présent arrêté, le suivi semestriel est réalisé conformément aux articles 3, 4 et 5.</p> <p>A l'issue de ces deux années, l'exploitant établit le bilan des mesures effectuées durant la période de post-exploitation écoulée.</p> <p>Sauf dans le cas où ce bilan présenterait une dérive des résultats montrant un impact sur les eaux souterraines ou superficielles.</p> <p>la fin de la période de post-exploitation pourra être décidée.</p> <p>Dans le cas contraire, la période de post-exploitation est prolongée de deux ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour demander la fin de ce suivi post exploitation, il est nécessaire pour l'inspection des installations classées que l'exploitant réalise et remette un mémoire technique (bilan des analyses réalisées sur la période écoulée de suivi par exemple).</p> <p><u>Un mémoire technique (bilan des analyses réalisées sur la période écoulée de suivi par exemple) qui :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• démontre le bon état du réaménagement final (intégrité de la couverture, drainage des eaux, gestion des lixiviats, du biogaz, etc) ;</li> <li>• démontre l'absence d'impact sur l'air, sur les eaux souterraines et superficielles ;</li> <li>• fait un état des lieux des équipements existants, des équipements qu'il souhaite démanteler et des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.</li> </ul> <p>=&gt; Si le rapport fourni par l'exploitant permet de valider la fin de la période de post-exploitation, le préfet est alors en capacité d'acter la fin de la période de post-exploitation, sur la base du rapport transmis, par un *arrêté préfectoral de fin de post-exploitation* qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• *prescrit les mesures de surveillance des milieux* (période d'une durée minimale de 5 ans débutant au terme de la période de post-exploitation, au cours de laquelle les milieux dans lesquels s'intègre l'installation sont suivis) ;</li> <li>• *autorise l'affectation de la zone réaménagée aux usages* compatibles avec son réaménagement, sous condition de *mise en place de servitudes d'utilité publique* définissant les restrictions d'usage du sol.</li> </ul>



**Type de suites proposées :** Sans suite